

Séance du lundi 11 décembre 2023

**NOMBRE DE  
MEMBRES**

En exercice : 23

Présents : 17

Absents : 6

Nombre de suffrages  
exprimés : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Date de la convocation  
07/12/2023Date d'affichage de la  
convocation  
07/12/2023

L'an deux mille vingt-trois le 11 décembre, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence du maire, Monsieur Jean ROUSSEL.

**Etaient présents :**

Mme BOURDIN Emilie, Mme CATHALA Aline, M. CHAUVET Pascal, M. FUMANAL Marcel, Mme JARA Virginie, Mme KOPROWSKA Bogumila, M. LARRIE Thibault, M. LE GALLOUDEC Olivier, M. MANOU Stéphane, Mme MILLET KHALKHAL Farida, M. ROBERT Jean-Marc, M. ROUSSEL Jean, Mme RUIZ Marie, M. RUMPALA Patrice, M. TOUSSAINT André, Mme VILELA Céline, M. WALCH Julien.

**Procurations :**

Mme ABELLA Jennifer donne pouvoir à M. ROBERT Jean-Marc ;  
Mme CROS ARAVIT Caroline donne pouvoir à M. RUMPALA Patrice ;  
Mme CYRVAN Audrey donne pouvoir à Mme VILELA Céline ;  
M. DAGOU Bernard donne pourvoir à M. LE GALLOUDEC Olivier ;  
M. LEROY Yves donne pouvoir à M. ROUSSEL Jean ;  
Mme REPIQUET Tessa donne pouvoir à Mme CATHALA Aline ;

**Etaient excusés :** Mme ABELLA Jennifer, Mme CROS ARAVIT, Mme CYRVAN Audrey, M. DAGOU Bernard, M. LEROY Yves, Mme REPIQUET Tessa.

**Ressources humaines – Adhésion au CNAS pour le personnel actif**

Vu la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu les articles 70 et 71 de la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale venus modifier l'article 88-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et les dépenses afférentes aux prestations mentionnées à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu les articles L. 731-1 à L. 731-4 du Code général de la fonction publique ;

Vu l'article L. 2321-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement de fonctionnement du CNAS (Comité National d'Action Sociale) ;

Considérant qu'après une analyse des différentes possibilités de mise en œuvre d'une action sociale de qualité et répondant aux différents besoins que les agents pourraient rencontrer, tout en contenant la dépense dans une limite compatible avec les possibilités du budget ;

Considérant qu'après avoir fait part à l'assemblée de la proposition de loi territoriale, association loi 1901 à but non lucratif, créée le 28 juillet 1967, dont le siège est situé Immeuble Galaxie, 10 bis parc Ariane 1, CS 30406, 78284 Guyancourt Cedex ;

Considérant que le CNAS est un organisme national qui a pour objet l'amélioration des conditions de vie des personnels de la fonction publique territoriale et de leurs familles et qu'il propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations : aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques réduction...(voir liste exhaustive fixée dans le règlement « les prestations modalités pratiques ») qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre à leurs besoins et à leurs attentes ;

Vu l'avis du CST du 03 octobre 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission AGRH du 11 septembre 2023 ;

**entendu l'exposé et après avoir délibéré,  
le conseil municipal**

- **DECIDE** de mettre en place une action sociale en faveur du personnel actif titulaire et contractuel (contrat dont la durée est supérieure à 6 mois) en adhérant au CNAS à compter du 01 janvier 2024 ;
- **DECIDE** que cette adhésion étant renouvelée annuellement par tacite reconduction, l'organe délibérant accepte de verser au CNAS une cotisation évolutive et correspondant au mode de calcul suivant : (nombre de bénéficiaires actifs indiqués sur les listes) x (la cotisation par bénéficiaires actifs) ;
- **DECIDE** de désigner Monsieur MANOU membre de l'organe délibérant, en qualité de délégué élu notamment pour participer à l'assemblée départementale annuelle du CNAS ;
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget ;
- **AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer la convention d'adhésion au CNAS.

**Annexe D23-48 : Convention d'adhésion au CNAS**

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.  
Pour extrait certifié conforme.

Fait à BAZIEGE,

Monsieur le maire

La secrétaire de séance

Jean ROUSSEL

Bogumila KOPROWSKA

